

Réchauffement climatique : un grand débat national s'impose

Face au réchauffement climatique, Pierre Calame plaide pour un grand débat national qui permettrait de remettre de la cohérence et de la lisibilité dans un ensemble de mesures qui semblent aujourd'hui souvent contradictoires ou confuses.



Circulation dans les rues de Paris | DANIEL FOURAY / OUEST-FRANCE

[Ouest-France](#) Pierre CALAME (*). Publié le 12/01/2023 à 10h20

Emmanuel Macron a estomaqué tout le monde en parlant, lors de ses vœux à la nation, [du caractère imprévisible de l'évolution du climat](#). Cette embardée, en contradiction avec les propos tenus six mois auparavant, en dit long sur l'absence de projet et de perspective. Le principal défi du siècle est réduit à l'addition de postures. Le « en même temps » devient le droit de dire tout et son contraire.

Au-delà du Président, c'est le reflet d'une réalité plus profonde : jamais la question vitale de la lutte contre le réchauffement climatique et de la responsabilité de la société à son égard n'a fait l'objet d'un véritable débat national.

On ne cesse pourtant d'en parler. Chaque Conférence des parties, chaque événement météorologique extrême, chaque rapport du GIEC suscite un déluge d'articles et de prises de position mais la Stratégie nationale bas carbone a été adoptée en 2015, sans véritable débat public, fixant à l'État des obligations de résultat qu'il s'est empressé de ne pas respecter. La Convention citoyenne pour le climat, CCC, en 2019 et 2020 a, par ses erreurs méthodologiques, conduit ses membres à égrener une litanie de recommandations sectorielles dont l'impact n'était pas évalué.

Les gouvernants naviguent sans boussole. Le Président annonce que son quinquennat sera écologiste et proclame la fin de l'abondance quand la Première Ministre précise qu'il ne faut pas demander de sacrifices aux Français ; elle-même prévient de la nécessité de changements radicaux mais on les cherche vainement dans les mesures qu'elle préconise ; face à l'augmentation du prix de l'énergie fossile, le bouclier tarifaire aura coûté « un pèze de dingue » pour quelques mois en même temps que l'augmentation de ce prix continue à constituer le catéchisme de la lutte contre le réchauffement climatique. Chaque parti politique y va de ses propositions parcellaires mais aucun dirigeant politique ne semble croire en la capacité des citoyens de débattre en profondeur des questions qui engagent leur avenir, celui de leurs enfants et petits enfants, donc... Croire à la démocratie.

Convergences

Le moment de ce grand débat public est sans doute venu du fait de la convergence de plusieurs éléments nouveaux. Le réchauffement climatique est devenu pour les Français une réalité tangible. La guerre en Ukraine nous a montré concrètement ce que signifiait notre dépendance aux énergies fossiles importées. La COP27 a énoncé le principe du dédommagement des pays pauvres du fait de l'empreinte écologique des pays riches. La nouvelle politique protectionniste américaine montre que la réduction des émissions sur notre sol grâce à des normes strictes ou un prix élevé de l'énergie fossile risque d'aboutir à une désindustrialisation totale de l'Europe. Le projet européen de taxation aux frontières fait que l'acier turc sera taxé mais pas une voiture construite au Maroc avec de l'acier turc. La décision de l'UE d'imposer une traçabilité de l'empreinte écologique des batteries conforte l'idée que l'on n'échappe pas à la traçabilité des émissions de gaz à effet de serre tout le long des filières. Tout converge pour montrer que l'action politique doit porter sur la réduction de notre empreinte écologique totale, où que se produisent les émissions dans des filières économiques résolument mondiales.

L'émission de prospective de [BFMTV](#) le 14 novembre dernier montre que le plafonnement décroissant des émissions, avec des [quotas carbone individuels](#), rebaptisés « permis carbone », devient progressivement une évidence pour l'opinion publique après trente ans de procrastinations.

Mais en démocratie, seul un grand débat public permettra de clarifier les enjeux et de débattre des alternatives possibles. Pour être à la hauteur, il doit réunir trois conditions :

- une convention citoyenne dont le mandat serait : « quelles politiques adopter pour que l'empreinte écologique de la société française soit divisée par cinq d'ici 2050 et quelle obligation de résultat doit être annuellement fixée au gouvernement pour y parvenir ? » ;
- un engagement des partis politiques à susciter un grand débat public sur ces bases, à y apporter leurs propres réponses et à choisir la forme politique à donner aux conclusions, loi ou référendum ;
- un consortium de médias et de centres de réflexion appuyant l'idée de ce débat national et s'engageant à nourrir la réflexion citoyenne durant toute l'année 2023.

Nul doute qu'au moment où les limites du Nouveau pacte vert européen apparaissent au grand jour, à propos de la taxe carbone aux frontières, un grand débat national en France ferait vite tache d'huile chez nos voisins. Reprendre démocratiquement notre avenir en mains, c'est le vœu de la nouvelle année.

(*) Pierre Calame, polytechnicien, ancien haut-fonctionnaire du ministère de l'Équipement, Organisateur en 2021 des [Assises du climat](#), www.assisesduclimat.fr. Auteur de « Petit traité d'oeconomie » (ECLM 2018), et de « Métamorphoses de la responsabilité et contrat social » (ECLM 2020).